

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-radio-d-Etat-du-Japon-est-sommee-de-couvrir-davantage-les-mefaits-de-la-Coree-du-Nord>

# **La radio d'État du Japon est sommée de couvrir davantage les "méfaits" de la Corée du Nord.**

- Empire et Résistance - Bataille pour l'information -  
Date de mise en ligne : samedi 11 novembre 2006

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Le gouvernement japonais a "ordonné" vendredi au groupe d'audiovisuel public NHK de consacrer plus de temps d'antenne au drame des enlèvements de ressortissants nippons par la Corée du Nord pendant la guerre froide, une décision contestée au nom de la liberté de la presse.**

**AFP.** Tokyo, Le vendredi 10 novembre 2006.

Le ministre de la Communication, Yoshihide Suga, avait reçu cette semaine le feu vert du Conseil de régulation de la radio, un comité d'experts.

Cette initiative "sans précédent au Japon depuis la guerre" s'est attirée les foudres de ceux qui estiment qu'une telle injonction viole la liberté de la presse.

M. Suga avait annoncé fin octobre sa volonté d'obliger la NHK, qui consacre déjà une très large couverture aux enlèvements dans ses émissions destinées au Japon, à accorder davantage de temps d'antenne à cette question politiquement sensible dans ses programmes radiophoniques destinés à l'étranger.

Vendredi, il a demandé à la NHK (Nihon Hoso Kyokai) de « garder la question des enlèvements à l'esprit » dans ses émissions en ondes courtes.

Le président de NHK, Genichi Hashimoto, s'est engagé à préserver « l'indépendance » du groupe et l'autonomie des programmes, à l'issue d'une rencontre avec son ministre de tutelle.

La loi sur l'audiovisuel public au Japon autorise le ministre à désigner d'office des sujets à traiter par la radio NHK dans ses programmes internationaux, qui offrent des services en 22 langues sur ondes courtes et sur internet.

L'opposition et certains médias se sont insurgés contre l'ordre du ministère.

« Je me demande si c'est une bonne idée de forcer unilatéralement la NHK à diffuser la propagande du gouvernement », s'est interrogé le chef de l'opposition Ichiro Ozawa.

« Si cela devient un précédent, le gouvernement pourrait en profiter pour donner des ordres sur d'autres sujets », a protesté Masao Kimiwada, président de TV Asahi, une chaîne privée située à gauche.

M. Suga a rejeté les critiques en rappelant que « le règlement du problème des enlèvements est l'un des objectifs les plus importants du gouvernement du Premier ministre Shinzo Abe ».

Confrontée à une série de scandales et à une chute de revenus, la NHK traverse la plus grave crise de son histoire, qui a déclenché un débat national sur l'avenir de l'un des plus grands groupes audiovisuels du monde.

Depuis des mois, la NHK, créée en 1950, doit faire face à une fronde sans précédent de la part de téléspectateurs qui refusent de payer la redevance, sa principale source de financement.

Elle a également été accusé d'avoir « censuré », sous la pression politique, une émission sur les esclaves sexuelles de l'armée impériale japonaise pendant la Seconde Guerre mondiale.